

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 22/678 PROGRAMME EUROPÉEN NATURE FOR CITY LIFE - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UNE ŒUVRE ARTISTIQUE AVEC L'UNIVERSITE DE TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/678

BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2022

**O B J E T : PROGRAMME EUROPÉEN NATURE FOR CITY LIFE -
CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UNE
ŒUVRE ARTISTIQUE AVEC L'UNIVERSITE DE TOULON
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°17/12/273 du 19 décembre 2017 portant approbation de la participation de la Métropole TPM et désignation de ses représentants dans le cadre du projet européen NATURE FOR CITY LIFE,

VU la convention de partenariat « Projet NATURE FOR CITY LIFE » signée entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la convention de partenariat pédagogique entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Ecole Supérieure d'Arts et de Design TPM dans le cadre du projet européen Nature for City LIFE signée le 23 août 2021,

VU l'avenant n°1 relatif à la convention de partenariat pédagogique entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Ecole Supérieure d'Arts et de Design TPM dans le cadre du projet européen NATURE FOR CITY LIFE,

VU la convention d'utilisation n°083-2013-0121 conclue le 23 mars 2017 entre l'Etat et l'Université de Toulon,

VU le règlement intérieur de l'Université de Toulon, et en particulier les dispositions relatives aux modalités d'occupation des locaux et aux obligations édictées en matière de règles de vie commune, d'hygiène et de sécurité,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM est engagée dans le projet européen NATURE FOR CITY LIFE 2017/2022, piloté par la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont l'objectif est de sensibiliser sur les services rendus par la nature en matière d'adaptation au changement climatique,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole TPM est chargée de créer un Sentier Métropolitain de randonnée comme support innovant pour communiquer sur le rôle multifonctionnel de la nature en ville,

CONSIDERANT que l'action prévoit l'installation de constructions artistiques le long de son parcours afin de sensibiliser le public à ces enjeux,

CONSIDERANT que la Métropole TPM a mis en place un partenariat pédagogique avec l'Ecole Supérieure d'Arts et de Design TPM en vue de concevoir, de réaliser et d'installer quatre œuvres artistiques sur le parcours du Sentier Métropolitain en vue de sensibiliser sur le rôle multifonctionnel de la nature en ville face au changement climatique,

CONSIDERANT qu'en accord avec l'Université de Toulon, la Métropole TPM a prévu d'implanter une de ces œuvres sur la façade Sud de la Faculté de Droit de Toulon (réalisation d'une fresque),

CONSIDERANT que l'Université de Toulon est utilisateur du domaine de l'UFR de Droit,

CONSIDERANT que la convention jointe en annexe détaille les modalités et conditions d'Occupation Temporaire du domaine public appartenant à l'Etat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention d'Occupation Temporaire entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Université de Toulon annexée à la présente décision.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tous les documents relatifs à ce programme.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC UNIVERSITAIRE
RELATIVE A L'INSTALLATION D'UNE ŒUVRE ARTISTIQUE

« UFR de Droit »

Parcelle bâtie CK 234 – Commune de Toulon

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Université de Toulon, Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP), représenté par son Président en exercice Monsieur Xavier Leroux, dûment autorisé par délibération n°2019-13 du Conseil d'Administration, ayant son siège sur le Campus de La Garde - La Valette, avenue de l'Université, 83130 LA GARDE,

Ci-après désignée « l'Université » ou « l'UTLN », mais également « l'utilisateur » d'une part ;

ET :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est sis 107 boulevard Henri Fabre, 83000 TOULON, représentée par son Président Monsieur Hubert Falco, dûment habilité par décision du Bureau Métropolitain du

Ci-après dénommée « la Métropole TPM » ou « la Métropole », mais également « l'occupant » d'autre part,

Collectivement désignées par « les Parties »,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Métropole TPM est partenaire du projet européen « Nature for City LIFE », piloté par la Région SUD, dont l'objectif est d'informer, de former et de sensibiliser aux bénéfices fournis par la nature en ville en matière d'adaptation au changement climatique.

Dans ce cadre, la Métropole TPM est chargée d'implanter des œuvres artistiques afin de sensibiliser le public à ces enjeux. Par convention en date du 23 août 2021 avec l'école d'arts et de design de Toulon Provence Méditerranée (ci-après l'« ESADTPM »), quatre jeunes artistes sont chacun chargés de concevoir, de réaliser et d'installer une œuvre artistique.

Le parvis de la Faculté de droit de Toulon est un lieu de vie important du territoire métropolitain, très fréquenté par les étudiants et la population en général. Fortement minéralisé, il constitue un îlot de chaleur urbain qui se prête à la mise en place d'une œuvre artistique afin de sensibiliser à la nécessaire adaptation au changement climatique.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention relève du régime des autorisations temporaires d'occupation du domaine public.

A ce titre, l'UTLN met à la disposition de la Métropole TPM une surface utile brute de 90 mètres carrés (m²) environ sur la façade Sud de l'UFR de Droit situé parvis des Droits de l'Homme et du Citoyen 83000 Toulon.

La surface mise à disposition de la Métropole TPM, objet de la présente, est précisée en **ANNEXE n°1**.

La présente convention d'occupation est accordée à titre strictement personnel. A ce titre, l'occupant continuera d'être personnellement responsable vis-à-vis de l'Université des obligations issues de la présente convention mais également des dommages et/ou sinistres résultant de son intervention ainsi que celle de l'artiste mandaté(e) pour la réalisation de l'œuvre.

L'UTLN autorise donc la Métropole TPM à y implanter une œuvre artistique (réalisation d'une fresque) **selon les modalités et conditions définies ci-après.**

Article 2. Modalités de réalisation et d'installation de l'œuvre artistique

- Un constat contradictoire sera effectué et annexé à la présente convention afin de consigner par écrit et support graphique (photos), et en accord avec le propriétaire, l'état initial de la zone concernée par l'implantation de l'œuvre ;
- En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire ;
- La Métropole s'assurera que l'artiste en charge de la réalisation et de l'installation de l'œuvre respecte les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur et se conforme strictement aux indications du gestionnaire du site ;
- La Métropole s'assurera à ce que l'artiste n'occasionne aucune dégradation au cours de l'installation et remette les lieux en parfait état de propreté dans un délai de 24 heures après l'installation et avoir évacué tous les équipements légers installés qui auraient été autorisés pour les besoins d'installation ;
- Les accès au parvis des Droits de l'Homme et du Citoyen seront maintenus durant toute la durée du chantier ;
- L'œuvre à réaliser sera obligatoirement soumise à une vérification technique préalable effectuée par un bureau de contrôle désigné par l'ésadtpm, sans l'avis duquel la réception des œuvres ne pourra être prononcée. Le bureau de contrôle émettra un avis sur les conditions de solidité, de sécurité, et d'accessibilité inhérentes à l'œuvre, et ce, à partir de documents remis :
 - avant tout commencement d'exécution,
 - après exécution et installation de l'œuvre sur site.

Article 3. Entretien de l'œuvre

L'UTLN s'engage à assurer l'entretien courant des abords immédiats de l'œuvre en termes de propreté et de gestion de végétaux qui poussent entre le parvis et le mur de la façade Sud de l'UFR de Droit, afin qu'elle reste accessible et valorisable.

L'UTLN s'engage notamment à interdire (sauf nécessité du service public) le stationnement de véhicules particuliers et utilitaires devant la fresque afin de ne pas porter atteinte à l'intégrité physique de l'œuvre.

L'UTLN assurera également un suivi de l'œuvre afin de faire remonter à la Métropole toute nécessité de réparation.

La Métropole TPM s'engage à assurer l'entretien de l'œuvre en elle-même (réparations, maintenance).

L'UTLN autorise le personnel de Métropole TPM ainsi que toute personne ou société mandatée par elle, à intervenir sur le parvis de l'UFR de Droit pour procéder à l'entretien de l'œuvre (réparations, maintenance).

Il est précisé que le nettoyage de la fresque avec un jet d'eau est possible, mais à faible pression uniquement pour ne pas endommager l'œuvre.

Il est rappelé ici que toute modification de l'œuvre devra recevoir l'accord de l'artiste ou de ses ayants droits.



Article 4. Assurance et Responsabilité Civile

La Métropole TPM s'engage à s'assurer auprès d'une compagnie d'assurances de son choix, notoirement solvable, pour couvrir les risques liés à la responsabilité civile de l'œuvre en cas de dommages (vol, dégradation, détérioration). Si des dégradations venaient à porter atteinte à l'intégrité physique de l'œuvre, les éventuelles restaurations et/ou réparations seront supportées par la Métropole TPM et sa compagnie d'assurances.

La Métropole TPM s'engage à fournir une attestation d'assurance à l'UTLN.

La Métropole TPM devra déclarer au plus tard, sous 48 heures, à son assurance d'une part et à l'UTLN d'autre part, tout sinistre quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

L'UTLN ne pourra aucunement être tenue pour responsable, en cas d'accident, ou de dommage porté à l'œuvre ou à un tiers.

Article 5. Redevance et conditions financières

Conformément à l'article L2125-1 du CG3P, *"Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 donne lieu au paiement d'une redevance [...]"*

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement :

1° Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous ;

2° Soit lorsque l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même [...]".

Eu égard à l'objet de l'intervention par la Métropole TPM au titre de la présente autorisation d'occupation, il ne sera versé aucune redevance à l'UTLN.

Article 6. Durée de la convention

La présente convention est valable pour une durée de 5 ans maximum : elle prend effet à compter de la date de signature de chacune des Parties, sans pouvoir dépasser la date du 31 décembre 2027. Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au Président de l'Université de Toulon.

Si une des Parties souhaitait réduire cette durée, la nouvelle durée devrait être décidée d'un commun accord entre les Parties et devrait faire l'objet d'un avenant écrit, conformément à l'Article 8 ci-après.

Article 7. Suivi de l'exécution de la convention et correspondances

Les Parties se tiennent mutuellement informées des conditions d'exécution de la présente convention.

Chacune des Parties désigne le (les) interlocuteur(s) suivant(s) :

- Pour l'UTLN : La Directrice du Patrimoine et des Services Techniques (DPST) ou son représentant ;
- Pour la Métropole TPM : La Directrice Générale Adjointe en charge du Développement Durable et de la Valorisation du Territoire (DDVT) ou son représentant ;

Avant le début de l'installation, les deux Parties organiseront une réunion avec l'ordre du jour suivant :

- Etat des lieux,
- Modalités d'entretien de l'œuvre,
- Questions diverses.



Tout avis ou communication entre les Parties qui interviendra au titre de la présente convention devra se faire par écrit (lettre recommandée avec avis de réception si nécessaire, courrier postal ou électronique, télécopie).

Toute la correspondance devra être adressée aux adresses suivantes :

➤ Pour l'UTLN :

Université de Toulon

CS 60584, 83041 TOULON Cedex 9

Courriel : direction-dpst@univ-tln.fr

Tél. : 04 94 14 27 59

A l'attention de Madame la Directrice du Patrimoine et des Services Techniques

➤ Pour la Métropole TPM :

Métropole Toulon Provence Méditerranée

107, Boulevard Henri Fabre

CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9

Tél : 04 94 93 83 00

A l'attention de Madame la Directrice Générale Adjointe en charge du Développement Durable et de la Valorisation du Territoire (DDVT)

À tout moment, chacune des Parties doit informer l'autre Partie, par écrit, d'un changement d'adresse.

Article 8. Modifications et avenants

Toutes modifications qu'il s'avérerait nécessaire d'apporter à la convention seront décidées d'un commun accord entre les Parties et feront l'objet d'un avenant écrit.

Article 9. Sanction(s)

En cas de non-respect par l'occupant de ses obligations ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'UTLN des conditions d'exécution de la présente par la Métropole TPM, l'Université peut suspendre ou remettre en cause les modalités de mise à disposition objet de la présente.

En outre, l'UTLN pourra mandater toute personne compétente pour contrôler le respect par l'occupant de ses obligations.

Article 10. Résiliations et litiges

Le représentant légal de l'UTLN pourra résilier à tout moment la présente convention pour :

- Cas de force majeure ;
- Des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public ou pour un motif d'intérêt général ;
- Les nécessités du maintien de l'ordre public ;
- Inexécution de clause(s) et condition(s) de la présente et donc manquement de l'occupant à ses obligations ; dans ce dernier cas, l'UTLN adressera un courrier motivé à l'attention de la Métropole TPM par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).



Article 11. Renonciation

L'absence de poursuite d'une violation quelconque d'une disposition de la présente convention ne pourra être interprétée comme une renonciation à poursuivre une violation ultérieure de la même ou d'une autre disposition.

Article 12. Intégralité du contrat

La présente convention contient l'intégralité des termes et conditions sur lesquels les Parties se sont mises d'accord. Aucune des clauses et conditions stipulées dans les présentes ne peut être considérée comme de style, et aucune tolérance de l'une ou l'autre des Parties, quelle qu'en soit la durée ne peut être considérée comme un droit acquis.

Article 13. Droit applicable et règlement des litiges

Conformément à l'article 1^{er} ci-avant, la présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public. S'agissant d'une convention de droit public, elle exclut toute application du droit civil ou du droit commercial dans les relations entre les Parties.

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige relatif à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Chacune des Parties s'engage en temps utile à l'autre de toute difficulté éventuelle qu'elle rencontre au cours de l'exécution de la présente convention, et plus généralement de toute information susceptible d'affecter la bonne exécution de celle-ci, en vue de permettre aux cocontractants de prendre les dispositions les plus appropriées.

A défaut de règlement amiable entre les Parties, tout différend relatif à l'exécution ou l'interprétation de la présente relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à LA GARDE, le 19 décembre 2022, en deux exemplaires originaux.

Le Président de l'UTLN

Le Président de la Métropole TPM

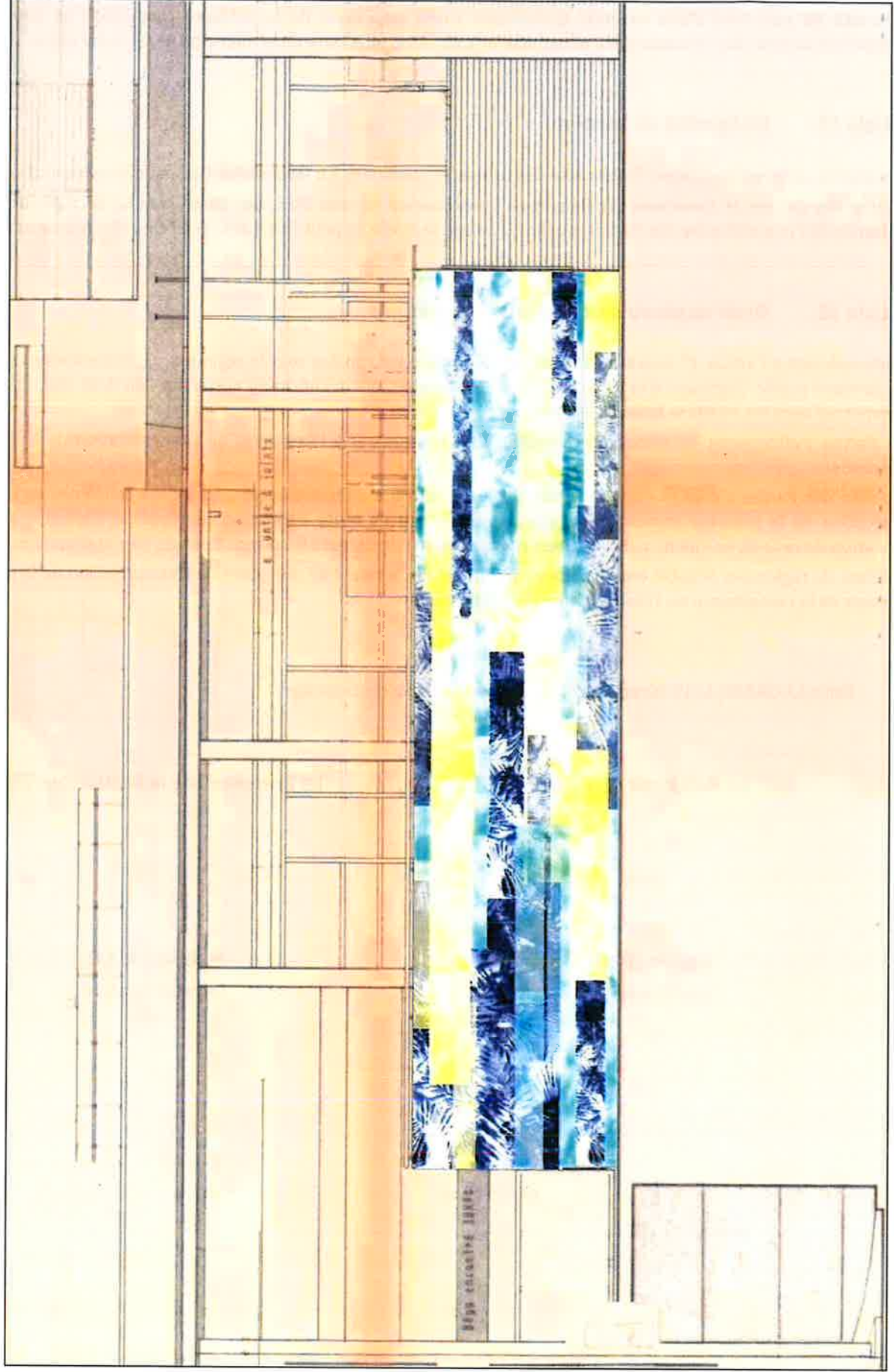
Xavier LEROUX

Cachet et signature

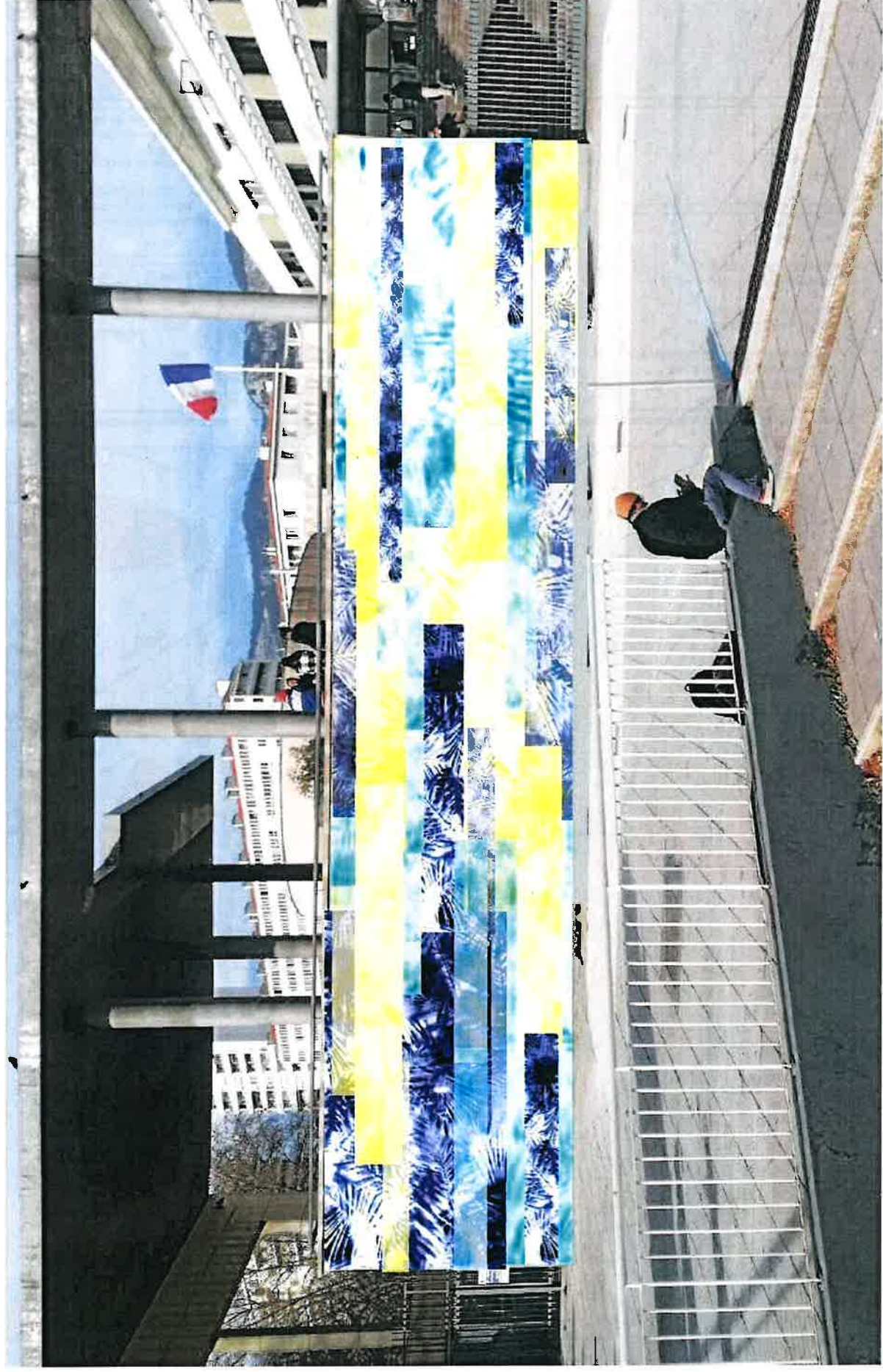
Hubert FALCO

Cachet et signature

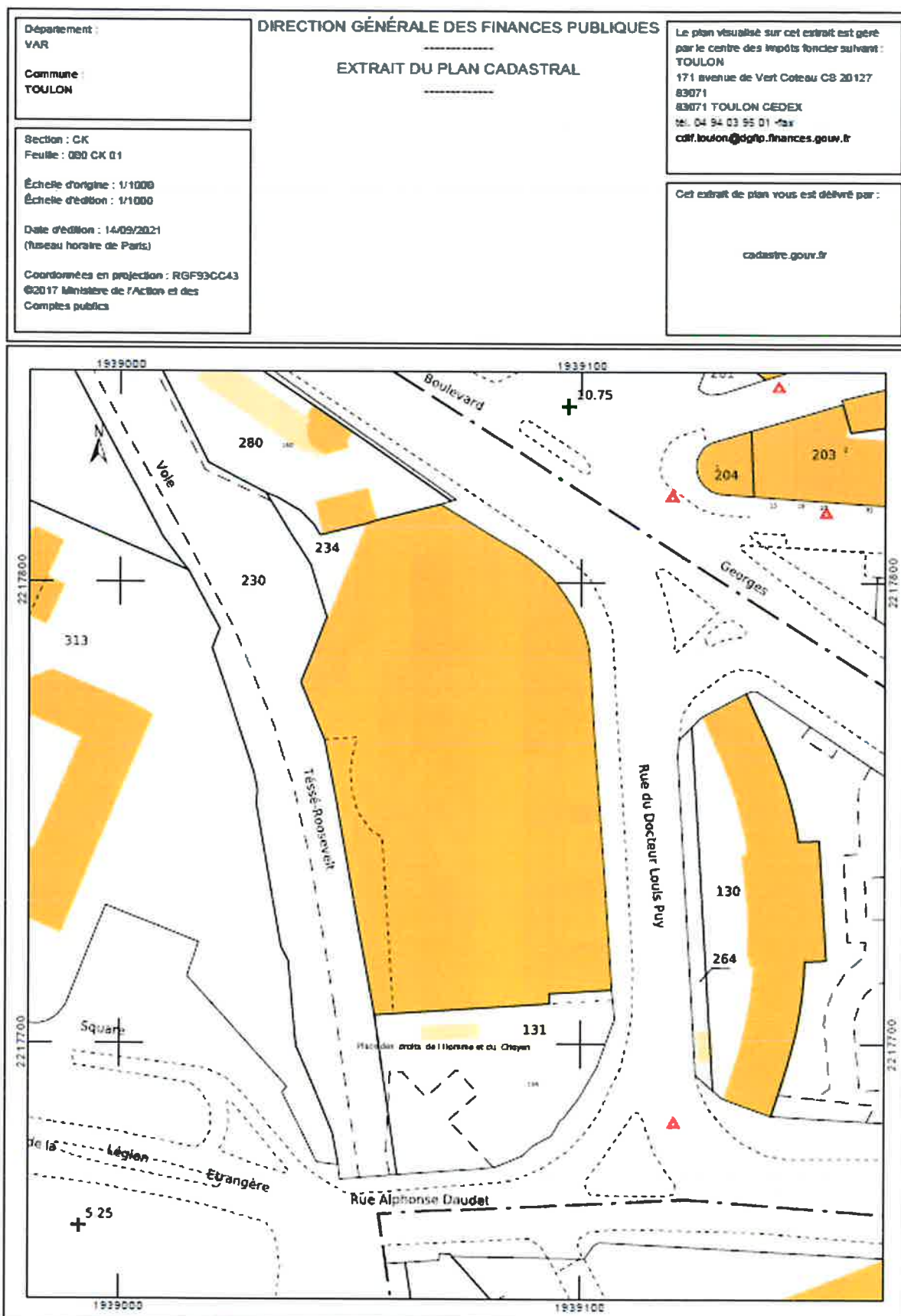
ANNEXE n°1 – SURFACE DE LA FACADE SUD DE L'UFR DE DROIT MISE A DISPOSITION POUR LA REALISATION D'UNE FRESQUE



ANNEXE n°2 – INSERTION DU PROJET DE FRESQUE SUR LA FACADE SUD DE L'UFR DE DROIT



ANNEXE n°3 – EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL



Constat contradictoire relatif au **chantier ESAD MTPM sur le parvis de la faculté de droit/Université de Toulon** concernant la fresque réalisée par Lisa Jacomen dans le cadre du projet [Nature For City Life](#).

Il est établi le 10.10.2022 un constat contradictoire entre :

L'artiste Jacomen Lisa (ESAD+MTPM)

et

L'Université de Toulon (Direction DPST)

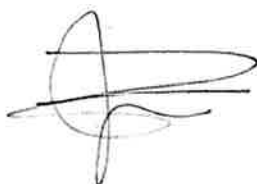
représentée par Madame Gruffaz Christine, Directrice

Le chantier se situe sur le parvis de la Faculté de Droit de Toulon au 35 avenue Alphonse Daudet 83000 Toulon.

Ci-après les 4 photos du sol et de la façade prises le 10 octobre 2022 avant le début des travaux.

Il a été déjà établi en date du 28.9.2022, un plan de prévention, ainsi qu'un arrêté d'occupation temporaire du parvis le 4.10.2022.

Lisa JACOMEN



Christine GRUFFAZ



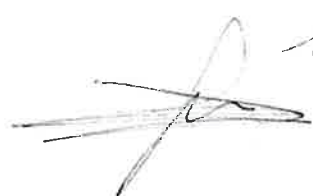
La directrice du Patrimoine
et des Services Techniques
Christine Gruffaz



12/11/2022

10/10/22
La directrice du Patrimoine
et des Services Techniques
Christine Gruffaz



 17/10/2022

La directrice du Patrimoine
et des Services Techniques
Christine Gruffaz

10/10/22



17/10/2022

10/10/22
La directrice du Patrimoine
et des Services Techniques
Christine Gruffaz



17/10/2022

17/10/22
La directrice du Patrimoine
et des Services Techniques
Christine Gruffaz

